

Recherches sociographiques



Jacques T. GODBOUT (en collaboration avec Alain CAILLÉ),
L'esprit du don

André Turmel

Volume 35, Number 2, 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056893ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056893ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Turmel, A. (1994). Review of [Jacques T. GODBOUT (en collaboration avec Alain CAILLÉ), *L'esprit du don*]. *Recherches sociographiques*, 35(2), 340–343.
<https://doi.org/10.7202/056893ar>

etc. Sans doute n'est-il pas toujours possible, dans un exposé de vulgarisation du genre, de faire état de toutes les informations, de toutes les nuances et de toutes les précisions nécessaires. Mais ce type d'interprétations simplificatrices n'y a pas sa place car il est susceptible d'engendrer encore plus d'ignorance chez les lecteurs que l'on prétend renseigner. Enfin, le ton dogmatique de l'ouvrage rend mal à l'aise : l'urbanisme pratiqué par les professionnels y est présenté comme un bien absolu, comme si la discipline prenait racine dans une sagesse ancestrale. Depuis la publication en 1961 du fameux livre de Jane JACOBS *The Life and Death of Great American Cities* démontrant que l'urbanisme contemporain issu du mouvement moderne a plus fait pour détruire les villes que l'absence d'urbanisme, les urbanistes ont été contraints à plus de modestie. Il est en effet difficile d'ignorer que c'est au nom de l'urbanisme, par exemple, que la ville de Montréal a adopté en 1962 le règlement de zonage n° 3722 dit du « flanc sud du mont Royal », lequel a occasionné la destruction presque totale d'un territoire unique au Canada par sa concentration de résidences d'architecture victorienne (l'ancien Mille carré doré) et sa transformation en un secteur de caractère complètement médiocre. De même, c'est au nom de l'urbanisme que l'on a embaumé la Petite Bourgogne et que le réseau d'autoroutes a été déployé sur l'île montréalaise. Sans doute l'une et l'autre interventions étaient-elles nécessaires, mais pas nécessairement la façon dont elles ont mutilé la ville existante.

L'urbanisme a néanmoins des vertus et Georges Robert, dans son excellent prologue à l'opuscule, le signale bien. Personne ne contestera avec lui le fait que la Hollande, avec une densité nette de 430 habitants au kilomètre carré, possède une organisation spatiale de loin plus viable et intéressante que la mégapole de même densité qui s'étend de Boston à Washington. Mais dans le cas de la Hollande, il faut parler d'un trait de culture et de civilisation urbaine, non des trophées d'une profession en particulier. Dans ce sens, les urbanistes ont autant à apprendre de l'histoire, des attitudes et des valeurs d'une société que cette dernière du métier professionnel. C'est le travail qui se fait actuellement un peu partout en Occident; l'auteur de ce petit ouvrage *Montréal et l'Urbanisme. Hier et Aujourd'hui*, lequel, par ailleurs, ne manque pas de qualités, semble l'ignorer.

Jean-Claude MARSAN

*École d'architecture,
Université de Montréal.*

Jacques T. GODBOUT (en collaboration avec Alain CAILLÉ), *L'esprit du don*, Montréal, Boréal, 1992, 345 p.

Le livre se termine par une question qui articule toute la réflexion de *L'esprit du don* : « Comment, par quel "tour de force" les sciences sociales arrivent-elles à parler des liens sociaux sans utiliser les mots qui les désignent dans la vie courante : l'abandon, le pardon, le renoncement, l'amour, le respect, la dignité, le rachat, le salut, la réparation, la compassion, tout ce qui est au cœur des rapports entre les êtres et est nourri par le don. » (P. 309.)

Deux fils directeurs tressent l'analyse de Godbout : d'une part une critique acidulée de la raison utilitaire et d'autre part la recherche du phénomène du don jusque dans ses manifestations les plus inattendues.

Du premier, on ne peut guère dire qu'il soit tout à fait nouveau et encore moins original. Il y a un moment déjà que cette roue tourne, encore qu'il fasse toujours plaisir d'entendre un sociologue sérieux et articulé casser du sucre sur le dos de l'utilitarisme. Les économistes ont trop souvent occupé le devant de la scène avec ce paradigme et ses arguments pour ne pas rappeler les limites intrinsèques de la raison utilitaire. Celle-ci a trouvé écho en sociologie du côté de l'individualisme méthodologique et des réalismes sociologiques de tout acabit qui réduisent le social au roc solide des intérêts matériels, le symbolique n'étant qu'une gamiture encombrante, tout au plus. L'impératif : croire à la seule dure réalité utilitaire.

Pourquoi cette insistance lancinante à nier le don, pourquoi est-il tabou, se demande Godbout ? La réponse est lapidaire : au-delà de la nécessité, si fortement ressentie aujourd'hui, de ne rien devoir à personne (l'auteur donne à cet effet des exemples convaincants), on conviendra que le marché et l'État libèrent l'acteur social de ses obligations privées, lesquelles apparaissent au sujet moderne comme des contraintes extérieures entravant sa libre circulation. Mais quelles sont ces obligations si contraignantes pour le moderne ? Ce sont des obligations de lien social.

Les soins aux enfants, aux vieux, etc., d'abord pris en charge par les rapports de parenté, d'amitié ou de voisinage, c'est-à-dire par des liens personnels directs, ont été peu à peu transférés au secteur public et à ses organismes spécialisés. En conséquence, ces services, autrefois donnés par des proches, sont désormais assurés par les professionnels de l'État. De sorte que des catégories d'acteurs sont maintenant payés pour dispenser des services à des étrangers au lieu de rendre ces mêmes services à leurs proches dans le cadre des rapports sociaux précités. Leur libération consiste à être payés pour dispenser des services à des étrangers sans par ailleurs être obligés aux mêmes services envers leurs proches. Voilà ce qui est contraignant pour le moderne : l'obligation de liens avec des proches. Le fait d'être payé oblitère cette contrainte ; le marché et l'État ne l'astreignent plus à rien à cet égard.

C'est dire que le don a partie liée avec ces obligations de lien social. En quoi une obligation est-elle une contrainte ? Voilà la meilleure porte d'entrée à l'analyse du don moderne version Godbout, à distinguer du don archaïque (MAUSS). Première constatation : le don est moderne, on le retrouve partout et toujours, on ne saurait donc le réduire à un phénomène archaïque — potlatch, gaspillage, etc. — ou encore à des phénomènes religieux comme la charité, la générosité.

Moderne, le don l'est de plusieurs façons. Un de ses vecteurs déterminants a trait au don aux étrangers (don de sang, don d'organes, etc.) dans lesquels on ignore qui sera le récepteur alors que, dans les sociétés archaïques, le don circule surtout dans des réseaux personnels de liens primaires. Si le don archaïque fonctionne dans le cadre d'une obligation sociale rattachée au lien, le don moderne prend place en dehors de cette contrainte et veut nous en libérer. La culture contemporaine se préoccupe moins de ce qui relie les acteurs les uns aux autres que de ce qui les libère les uns des autres : on cherche à s'émanciper des liens sociaux donnés *a priori* comme contraignants, donc inacceptables. Si la modernité nous convie à la grande aventure de la libération des liens sociaux, ce serait pour mieux nous livrer à l'accroissement de la production et à la domination de la marchandise.

Subsiste par contre, au cœur de la modernité, un noyau dur de liens sociaux, irréductibles, dont peu de gens veulent se libérer : ceux qui nous rattachent aux enfants et à la famille. C'est le roc sur lequel vient échouer toute tentative d'une libération totale des liens sociaux. Mais c'est aussi ce qui indique mieux que tout ce en quoi consiste le don : il sert à nouer des relations.

Toute l'argumentation de Godbout tourne autour de cette proposition forte : le don est affaire de relation, c'est-à-dire de lien social. Je veux d'abord dire que l'auteur renoue avec une tradition sociologique obliérée par le temps : celle qui fait du rapport social l'objet même de la sociologie. Il s'agit aussi de l'argumentation la plus efficace à opposer à la raison utilitaire, au-delà de toute velléité épistémologique.

Les biens qui circulent dans le système du don, contrairement au marché, sont au service du lien qu'ils contribuent à alimenter, développer, etc. Ainsi, on considère que plus un acteur a de liens, plus il augmente son individualité; d'où le caractère dérisoire des tentatives de libération des liens. Rappelons qu'au Japon, un bébé naissant est considéré comme asocial, totalement tourné et replié sur lui-même; son éducation consistera à le socialiser, c'est-à-dire à établir des liens avec son entourage et à faire en sorte que ces liens soient les plus solides possibles, bref qu'ils soient des liens d'obligation.

On doit donc considérer le don comme le registre par excellence de la socialité primaire. Si le don constitue le mode de relation privilégié entre personnes, c'est précisément parce qu'il transforme le sujet en personne, celle-ci étant un acteur pris dans un faisceau de relations, c'est-à-dire de droits, d'obligations, de dettes et de dons, plutôt qu'un atome isolé sur le marché. Ce que le don ajoute, c'est la valeur de lien, distincte de la valeur d'usage, et qui échappe au calcul parce que valeur symbolique. Godbout a de très belles pages sur l'indétermination du lien social comme condition d'existence de toute société, sur le principe d'incomplétude, sur la zone d'incertitude nécessaire à toute relation pour qu'elle puisse être travaillée de l'intérieur.

On aura compris que l'exemple même du don reste celui qui s'adresse à l'enfant; la naissance, dit-il, est le don par excellence dans toutes sociétés. Le don de la vie, s'il représente l'archétype du don, demeure chargé d'obligations consenties, raison d'être de la famille. Don originel, don de soi primordial qui marque l'inscription du sujet dans l'état de dette. Si la naissance pose la dette comme axiome de la condition sociohistorique, comment le sujet peut-il assumer cette dette? En donnant la vie à son tour puisque faire des enfants constitue la seule façon de rendre le don de vie reçu de ses parents : donner la vie, la recevoir et la rendre par la suite comme l'a bien démontré DELAISI DE PARCEVAL dans *La part du père*. Car c'est à cette seule condition que le sujet sociologique accède à l'état de personne; sinon il demeure un individu, soumis à la raison utilitaire et aux choix rationnels de l'économie de marché; cette dernière piste n'est cependant pas assez développée par Godbout et cela affaiblit son argumentation.

Quelques réserves maintenant. La première a trait à l'organisation d'ensemble de la réflexion. À vouloir traquer le don dans ses moindres recoins, Godbout donne parfois l'impression de s'éparpiller et de perdre le fil directeur de sa démarche. Il cherche le don dans l'héritage, le sang, y compris le sang contaminé, le don d'organes, les Alcoooliques Anonymes, l'art, Dale CARNEGIE (« Comment se faire des amis »), l'intelligence artificielle... Dans ce dernier cas notamment, l'auteur est loin d'être convaincant et on se demande où il veut en venir, tant cet exemple est étranger à sa démarche.

Puis il y a le traitement que Godbout réserve à MAUSS qui laisse songeur. Outre le fait qu'il n'est pas toujours très clair à propos de la trilogie maussienne (donner, recevoir, rendre), car il va même jusqu'à dire que ces trois moments se confondent, ses explications sur le caractère obligatoire du don restent confuses et inarticulées. Quel est le statut du don, eu égard à la réciprocité ?

Enfin je signalerai un certain nombre d'erreurs et d'incongruités. En page 95, l'auteur cite Turcot, 1990, qu'on ne retrouve pas en bibliographie. P. 175 : ce qu'il y a à dire... P. 213 : l'irruption. P. 272 : ils sont circonscrits. P. 315 : lorsque. En terminant, j'aurais souhaité que Godbout fasse don à ses lecteurs d'un index, que les traitements de textes fabriquent aisément.

André TURMEL

*Département de sociologie,
Université Laval*

Raymond HUDON et Réjean PELLETIER (dirs), *L'engagement intellectuel. Mélanges en l'honneur de Léon Dion*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1991, 593 p.

La formule des mélanges est de plus en plus en vogue depuis quelques années. Tour à tour, les politologues se relaient et prennent la mesure de ceux qui ont posé les fondements de la science politique en sol québécois et canadien. Faire le compte rendu de ce type d'ouvrages oblige soit à analyser quelques contributions choisies, soit à livrer des réflexions plus générales sur l'ensemble de l'ouvrage. J'opte pour la deuxième voie, d'autant plus que l'excellent chapitre d'introduction préparé par les corédacteurs fait ressortir de façon très claire la contribution de chacun des collaborateurs aux mélanges.

Ces mélanges se distinguent des autres en ce qu'ils mettent à la fois l'accent sur les sujets qui passionnent Léon Dion et sur la perspective théorique que celui-ci a privilégiée tout au cours de son imposante carrière de chercheur et de professeur. D'emblée, ces travaux ne font pas l'apologie de Léon Dion. À l'exception de la partie réservée aux hommages et aux témoignages, les auteurs ont su garder en général une distance critique.

Quatre parties structurent l'ensemble : a) analyse systémique et États, b) cultures et sociétés, c) nationalismes au Canada et au Québec, d) intellectuels et universitaires. Les deux premières parties du livre s'intéressent à la perspective théorique adoptée par Léon Dion et évaluent la pertinence de ses observations et de ses analyses. Les suivantes portent davantage sur les conséquences politiques des choix faits par les Québécois et examinent la place et le rôle des intellectuels et des universitaires dans la construction du social et du politique.

Dans la première partie de l'ouvrage, David EASTON, Vincent LEMIEUX, André-J. BÉLANGER, Jean LAPONCE, Jacques-Yvan MORIN livrent d'excellentes analyses sur l'approche systémique et l'État moderne. Le premier chapitre porte sur l'apport de l'approche systémique comme modèle d'analyse des transformations sociales et politiques. Comme il se devait, on fait appel à David EASTON, un des pionniers de cette approche, pour faire le